

# ÉCONOMIE

DOLLAR	EUR	OR	NASDAQ	TORONTO	NEW YORK	PÉTROLE
76,51 \$US +0,25	61,87 €uro -0,05	427,80 \$US +0,50	2015,01 +20,79	8652,08 +66,15	10373,33 +15,63	34,28 \$US -0,67



L'action de Jean Coutu atteint un sommet en Bourse C 3  
Facettes méconnues du budget Séguin C 3

USINE GASPÉSIA

## Le contre-la-montre est commencé

Le Fonds FTQ veut que les choses bougent avant le 8 avril et les entrepreneurs avant le 6

FRANÇOIS POULIOT  
FPouliot@lesoleil.com

Les différents acteurs au dossier de la Gaspésia sont entrés hier dans un véritable contre-la-montre. Le Fonds de solidarité a indiqué qu'il pourrait remettre de l'argent pour la recherche d'un acheteur «à condition que les choses aient avancé d'ici le 8 avril». Pendant ce temps, les entrepreneurs du chantier menacent toujours de pousser l'usine de Chandler en liquidation.

«Il pourrait y en avoir, des remises d'argent, à condition que les choses aient avancé. Si des gens manifestent de l'intérêt par des gestes», a dit hier le président du Fonds, Pierre Genest.

M. Genest n'a pas précisé le degré d'importance des gestes qu'il recherchait.

Les propos du président semblent vouloir traduire un assouplissement sur sa position de la veille. Mercredi, le Fonds avait clairement indiqué qu'il n'entendait plus remettre d'argent dans le processus de recherche d'un acheteur après le 8 avril.

Le président Genest a indiqué hier que le risque associé à un nouvel appel de liquidités du contrôleur expliquait en bonne partie la réticence du Fonds à contribuer davantage. «Nous gérons l'argent de 550 000 personnes. Il nous faut s'assurer que nous n'injectons pas de l'argent perdu. Nous sommes aussi là pour gérer la retraite d'individus», a-t-il dit.



Le pdg du Fonds FTQ, Pierre Genest

Voir COMMENCÉ en C 2 >

## Il n'est pas question de démanteler l'usine

Les travailleurs et la population de Chandler sont prêts à une mobilisation générale

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

CARLETON — Si jamais la Cour supérieure donne le feu vert à un syndicat pour qu'il procède au démantèlement de l'usine Gaspésia, le président du syndicat des travailleurs de la papeterie, Denis Luce, assure qu'une mobilisation générale prendra forme à Chandler pour occuper les installations et empêcher sa vente à la pièce.

Depuis que les trois partenaires de Papiers Gaspésia ont indiqué, le 25 février, qu'ils ne réinjecteraient pas de fonds supplémentaires dans le projet initial de modernisation de l'usine de Chandler, stoppé le 30 janvier en raison d'un dépassement de coût de 265 millions \$, les travailleurs, des commerçants et d'autres citoyens ont formé un comité de crise pour parer les pires éventualités, dont le démantèlement.

«Il n'est pas question que quiconque démantèle l'usine, même pas une bolt. Le premier qui se pointe à l'usine pour tenter de se payer avec les équipements se butera aux tra-



Déjà le 3 mars, les travailleurs de la Gaspésia montraient leurs couleurs.

vailleurs, aux commerçants et au public en général. Nous ne voulons pas en arriver là, et nous souhaitons qu'un entrepreneur manifeste son intérêt officiellement avant que nous soyons forcés d'occuper l'usine. Nous ne voulons pas de violence non plus», explique Denis Luce.

Encore convaincu qu'une firme de pâtes et papiers peut acheter les ins-

tallations et les relancer, le président du syndicat voit dans l'attitude des entrepreneurs en construction, qui ont montré mercredi lors de l'assemblée des créanciers qu'ils sont peut-être prêts à pousser Papiers Gaspésia à la faillite et au démantèlement, un signe que la pression monte et que les parties

Voir USINE en C 2 >

## Recruitsoft veut amasser 115 M\$US

PIERRE PELCHAT  
PPelchat@lesoleil.com

Une entreprise du secteur de l'informatique de Québec, Recruitsoft, vient d'entreprendre les démarches aux États-Unis afin d'obtenir un financement public pouvant atteindre 115 millions \$US et assurer son développement pour les prochaines années.



Louis Têtu, président de Taleo Corporation, anciennement Recruitsoft

Recruitsoft, dont le nom a été changé pour Taleo Corporation, vient de déposer devant la Commission américaine des valeurs mobilières, la Securities and Exchange Commission (SEC), une déclaration d'enregistrement en rapport avec un premier appel public à l'épargne de 100 millions \$US en actions ordinaires de catégorie A.

D'autres actions de même catégorie d'une valeur de 15 millions \$ pourront être vendues dans le cadre d'une option pour attributions excédentaires accordée aux preneurs fermes, a-t-on indiqué dans un communiqué publié hier.

Ces titres ne peuvent toutefois être vendus et aucune offre d'achat ne peut

être conclue avant l'acceptation de la déclaration d'enregistrement par la SEC. Aucun délai n'a été précisé quant à une date d'acceptation ou non de la déclaration.

Voir RECRUITSOFT en C 2 >



### Revenu personnel par habitant pour chaque région administrative du Québec

	2001	2002	2003
Bas-Saint-Laurent	21 380	22 439	23 488
Saguenay-Lac-Saint-Jean	22 282	23 361	22 954
<b>Capitale-Nationale</b>	<b>26 789</b>	<b>28 459</b>	<b>28 993</b>
Mauricie	23 070	23 857	23 670
Estrie	25 053	25 336	25 608
Montréal	28 845	29 036	29 079
Outaouais	25 104	26 870	27 364
Abitibi-Témiscamingue	22 800	23 750	23 603
Côte-Nord	24 681	25 772	22 521
Nord-du-Québec	20 300	22 259	19 033
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	19 434	19 525	19 178
Chaudière-Appalaches	24 552	25 609	27 011
Laval	27 622	28 682	27 356
Lanaudière	24 891	25 897	25 806
Laurentides	25 930	26 128	28 678
Montérégie	27 632	28 531	30 036
Centre-du-Québec	22 194	24 103	25 742
<b>Le Québec</b>	<b>26 260</b>	<b>27 067</b>	<b>27 592</b>

Source: Institut de la statistique du Québec

INFOGRAPHIE PC - LE SOLEIL

## Au Québec, le revenu personnel par habitant s'établit à 27 592 \$

MARIO SIMARD

Presse canadienne

MONTREAL — Le revenu personnel par habitant au Québec s'est établi à 27 592 \$ en 2003, en hausse de 1,9% par rapport à 2002, mais cette richesse est répartie très inégalement entre les régions.

Selon les données rendues publiques hier par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), il existe un écart de 57% entre la région qui affiche le revenu personnel par habitant le plus élevé,

soit la Montérégie à 30 036 \$, et celles qui affichent les revenus les plus faibles, soit le Nord-du-Québec à 19 033 \$ et

Voir REVENU en C 2 >

**Dernière chance !** La Chambre de commerce de Québec et ses partenaires invitent la population de la région à relever le défi et à participer à la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine Québec-Multilingue en tenant des activités qui impliquent l'utilisation d'une langue étrangère. Seul ou en équipe, à la maison, à l'école ou au bureau, que ce soit pour cinq minutes ou plus d'une heure, l'important c'est de participer et de s'amuser.

Parler une autre langue, c'est pas sorcier, et ça peut être utile pour postuler un nouvel emploi, pour parcourir le monde ou encore pour s'ouvrir à de nouvelles cultures.

**Québec**  
Multilingue

Semaine Québec-multilingue, du 29 au 2 avril 2004

Inscrivez-vous et courez la chance de gagner des prix :  
[www.quebecmultilingue.com](http://www.quebecmultilingue.com)

Collaboration spéciale :

LE SOLEIL

2004





## Les rumeurs d'acquisition propulsent le titre de Jean Coutu à un sommet

RICHARD DUFOUR  
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — La spéculation entourant l'acquisition par le Groupe Jean Coutu de la chaîne américaine Eckerd, appartenant au géant du commerce de détail JC Penney, a repris de plus belle depuis deux jours, ce qui a relancé l'engouement pour les actions du pharmacien montréalais.

Le volume de transaction sur les actions de Jean Coutu était quatre fois plus important que la moyenne quotidienne à la Bourse de Toronto hier. Le titre de Jean Coutu a gagné 4% et a même atteint un nouveau sommet des 52 dernières semaines pendant la journée, avant de clôturer à 17,75\$.

Les marchés boursiers anticipent une acquisition par Jean Coutu depuis l'automne dernier. Les actions de Jean Coutu, qui ont été fractionnées à deux reprises dans les trois dernières années, fluctuent au gré des rumeurs depuis six mois et se sont appréciées de près de 20% depuis la fin du mois de janvier.

Les négociations entre JC Penney et Jean Coutu seraient sur le point d'aboutir, selon un article paru hier matin dans le *Wall Street Journal*. Si bien qu'une annonce serait imminente d'ici une semaine tout au plus.

«La transaction est imminente depuis longtemps déjà», a toutefois lancé l'analyste Keith

Howlett, de Valeurs Mobilières Desjardins, en réaction au reportage du *Wall Street Journal*. Chez Jean Coutu, les dirigeants n'ont pas voulu commenter le dossier.

La direction de JC Penney, qui souhaitait avoir trouvé un acheteur avant la fin de la dernière année, espère obtenir 4,4 milliards\$ pour ses 2800 pharmacies Eckerd. Cette somme est par ailleurs 75% plus élevée que le prix payé par JC Penney en 1996 pour privatiser Eckerd.

Le montant à négocier pour mettre la main sur Eckerd est d'autant plus important que l'acquéreur éventuel devra investir temps et argent pour redresser la chaîne américaine. Quatrième pharmacien en importance aux États-Unis, Eckerd a connu une année 2003 particulièrement difficile au chapitre des profits et des ventes. L'approvisionnement et l'emplacement des succursales seraient au cœur des ennuis d'Eckerd.

La rumeur la plus persistante veut que Jean Coutu acquière Eckerd en compagnie d'un partenaire, soit CVS Pharmacy, dont le siège social est situé dans le Rhode Island. CVS Pharmacy, qui se trouve tout juste derrière le numéro un américain Walgreen, prendrait le contrôle de 1200 pharmacies d'Eckerd, situées principalement en Floride et au Texas, alors que Jean Coutu avalerait environ 1600 succursales, principalement situées dans le nord-est du pays. Jean Coutu compte déjà 332 pharmacies en Nouvelle-Angleterre exploitées sous la bannière Brooks.

## Air Canada: l'imbroglio persiste

■ TORONTO (PC) — Le leader syndical qui a négocié l'entente controversée avec la direction d'Air Canada concernant les régimes de retraite réclame l'intervention de l'instance internationale de son syndicat, afin de régler la querelle de juridiction qui déchire présentement l'association des machinistes.

Jean Jallet, président de la section locale 140 de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA), qui représente 11 500 mécaniciens, bagagistes et employés du bureau d'Air Canada, en appelle au président de l'instance internationale du syndicat, Thomas Buffenberger.

«C'est lui le grand patron», a dit hier M. Jallet, depuis Montréal.

Le bureau canadien de l'AIMTA a porté plainte contre Air Canada pour pratique antisyndicale, dans le but de faire annuler l'entente qui a été conclue entre le transporteur et le syndicat local concernant une réforme des régimes de retraite.

«La direction d'Air Canada savait qu'elle ne devait pas négocier quoi que ce soit concernant les régimes de retraite sans en discuter avec (le président canadien du syndicat) Dave Ritchie», a déclaré hier un porte-parole du bureau national de l'AIMTA, Bill Trbovich.

L'entente annoncée mercredi, si elle se concrétisait, pourrait permettre de dénouer l'impasse qui menace de faire avorter le processus de re-

structuration d'Air Canada. Le groupe Trinity Time Investments, qui deviendrait le nouvel actionnaire de contrôle du transporteur, menace de ne plus investir les 650 millions\$ promis si les syndicats rejettent son projet de réforme des régimes de retraite.

Le bureau national de l'AIMTA fait valoir que sa section locale 140 n'était pas autorisée à négocier avec Air Canada sur la question des régimes de retraite. Si l'entente annoncée devait être entérinée, elle aurait pour effet d'accroître la pression sur les autres syndicats d'Air Canada pour qu'ils acceptent de semblables concessions.

M. Jallet fait valoir qu'il a agi selon le meilleur intérêt des membres qu'il représente lorsqu'il a conclu cette entente.

«Je ne me préoccupe que de mes membres et du mandat qu'ils m'ont confié, a dit le leader syndical. J'ai l'appui de mes membres.»

L'entente conclue entre les machinistes et Air Canada est semblable à celle proposée par Trinity aux employés non syndiqués d'Air Canada. Ceux-ci se voient offrir le choix entre un régime de retraite à prestations déterminées (comme c'est le cas actuellement pour les employés d'Air Canada) ou un régime à cotisations déterminées.

Trinity souhaite convaincre un grand nombre d'employés d'adhérer à un régime à cotisations déterminées afin de réduire la responsabilité financière d'Air Canada. En cas de mauvais rendements des marchés financiers, l'employeur n'est pas tenu de renflouer la caisse de retraite dans un régime à cotisations déterminées.

## Le Canada est un pays recherché par les entreprises étrangères

MARIE TISON  
La Presse

■ MONTRÉAL — Des emplois de qualité quittent le pays pour atterrir dans une contrée lointaine, de l'autre côté du globe. Une impression de déjà vu? Oui, sauf qu'on parle ici d'emplois indiens qui se retrouvent au Canada. Ou encore, d'emplois américains et européens.

Lorsque vient le temps d'impartir et d'exporter des tâches à l'étranger, les grandes entreprises ne regardent pas uniquement du côté de l'Inde et de la Chine. Le Canada fait définitivement partie de la liste des pays les plus recherchés.

C'est ce qu'indique une étude effectuée par A.T. Kearney, une firme de services-conseils spécialisée dans la gestion basée à New York.

A.T. Kearney a établi un indice des pays les plus intéressants pour la délocalisation (*offshore location*) qui place l'Inde au premier rang, suivie de la Chine et de la Malaisie. Le Canada se retrouve en très bonne position au huitième rang.

«Cela prouve que les pays développés peuvent constituer des endroits très profitables pour une délocalisation en dépit de leurs structures de coûts très élevés, fait valoir l'étude. Le Canada offre un excellent environnement d'affaires et des employés de grande qualité. Des infrastructures robustes et des similarités de langue et de culture avec les États-Unis contribuent à la bonne performance du Canada.»

### LES COÛTS

Ainsi, le Canada se classe au 24<sup>e</sup> rang des pays les plus recherchés en ce qui concerne la structure de coûts, mais au deuxième rang si on tient compte uniquement de la qualité de la main-d'œuvre ou de l'environnement d'affaires.

Si les caractéristiques du marché canadien sont attrayantes pour les grandes entreprises américaines et européennes, elles le sont également pour les grandes entreprises indiennes, qui réalisent qu'il est préférable de localiser cer-

taines tâches critiques plus près du marché principal, les États-Unis, sans avoir à débours des salaires en dollars américains.

Ainsi, Tata Consultancy Services ajoutera une centaine de postes à son centre de développement indien au cours de la première moitié de 2004. Une autre grande entreprise indienne d'impartition, Infosys, emploie une centaine de personnes à Toronto. Une troisième société indienne, Satyam Computer Services, vient d'ouvrir son premier centre de développement en Ontario.

A.T. Kearney soutient que des initiatives mises de l'avant par les provinces, notamment par la Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique, contribuent au succès du Canada.

### PERSONNEL

La firme remarque également que le roulement de personnel est beaucoup moins élevé au Canada qu'aux États-Unis en ce qui concerne les entreprises de technologies de l'information et les centres d'appels. On parle d'un taux de roulement de 25 à 50% annuellement pour les États-Unis. Chez CGI, une importante firme montréalaise de technologies de l'information, le taux n'est que de 6%.

A.T. Kearney note que les pays développés qui se retrouvent en bonne position sur la liste des pays les plus intéressants pour la délocalisation, comme le Canada, la Nouvelle-Zélande (12<sup>e</sup> rang), l'Australie (18<sup>e</sup> rang) et l'Irlande (23<sup>e</sup> rang), se classent particulièrement bien dans les tests internationaux de mathématiques, de science et de lecture pour les étudiants.

Ainsi, ces pays se classent toujours bien en avant des États-Unis et de l'Allemagne, deux pays qui s'inquiètent particulièrement au sujet de la fuite des emplois de qualité à l'étranger.

«Les pays qui s'inquiètent au sujet de la délocalisation devraient s'attaquer aux facteurs qu'ils peuvent contrôler chez eux, indique A.T. Kearney. Ils devraient rehausser les normes scolaires, investir en recherche, fournir davantage de formation, soutenir leurs entreprises de technologies de l'information et renforcer la culture d'innovation et d'expérimentation qui entraîne la création de nouvelles technologies et de nouveaux produits.»

## Facettes méconnues du budget Séguin

FRANCIS VAILLES  
La Presse

■ MONTRÉAL — Comme chaque année, plusieurs aspects du budget passent inaperçus, soit parce qu'ils sont moins populaires, soit parce qu'il s'agit d'astuces comptables que le gouvernement ne veut pas ébruiter. En voici quatre.

### 1 — DÉFICIT ZÉRO? NON, DÉFICIT 600 MILLIONS \$

Tous les moyens sont bons pour atteindre le déficit zéro. Cette année, Québec a décidé de sortir de ses livres la perte de 200 millions\$ de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ). Pourtant, la loi autorisant ce retrait n'a pas encore été adoptée.

Au surplus, le gouvernement a décidé de présenter un budget à déficit zéro, mais «avant les pertes exceptionnelles de la SGF». Avec la portion des pertes de la SGF présumée imputable à l'exercice, le déficit zéro devient un déficit de 364 millions\$.

Ce n'est pas tout. Québec a décidé d'attribuer seulement 334 des 511 millions\$ de pertes de la SGF à l'exercice qui se termine le 31 mars 2004. Un montant de 177 millions\$ a été pelleté sur l'exercice précédent, qui se terminait le 31 mars 2003. Au moins la moitié de ces pertes aurait dû figurer dans l'année en cours.

En incluant les 200 millions\$ de la SAAQ et, disons, 400 millions\$ de pertes de la SGF, on obtient un déficit de 600 millions\$. Vive les astuces comptables!

### 2 — ENCORE UNE NOUVELLE FORMULE D'INDEXATION

Sans tambour ni trompette, le gouvernement du Québec a encore changé sa méthode pour indexer les tables d'impôt. À la fin de novembre, Québec avait discrètement décrété un taux d'indexation moins élevé que le taux prévu, épargnant ainsi 140 millions\$.

Dans le budget, Québec indique clairement que désormais, l'indexation sera basée sur l'inflation, en excluant le tabac et l'alcool. Cette année, le taux sans l'alcool et le tabac aurait été de 2,5%, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). En novembre, le ministre avait décrété un taux de 2%, taux qui excluait, semble-t-il, non seulement le tabac et l'alcool, mais également certains produits de luxe. À l'origine, l'indexa-

tion devait être calquée sur le taux global d'inflation, de 3,1%.

Québec fait bande à part, puisque la Régie des rentes et le fédéral utilisent toujours le taux global d'inflation. Depuis cinq ans, le taux sans l'alcool et le tabac est systématiquement moins élevé que le taux global. La différence moyenne est de 0,44 point de pourcentage. En extrapolant, cette différence pourrait faire épargner environ 60 millions\$ par an au gouvernement.

Ironiquement, Québec vient d'augmenter ses taxes sur le tabac, pour lequel il s'attend à recevoir 100 millions\$ de plus, et a demandé à la Société des alcools du Québec (SAQ) de lui livrer 38 millions\$ de plus cette année. Cette dernière a d'ailleurs décrété une hausse de prix la veille du budget...

### 3 — LES VENDEURS SERONT SCRUTÉS À LA LOUPE...

Les vendeurs n'ont qu'à bien se tenir. Plusieurs représentants et certains autres employés utilisent une voiture de leur entreprise pour se déplacer. Désormais, tous devront minutieusement tenir un registre de leurs déplacements quotidiens, sous peine d'une pénalité de 200\$.

C'est que le fisc exigera maintenant des entreprises qu'elles distinguent avec exactitude l'utilisation de l'automobile pour les fins du travail et les fins personnelles. La portion utilisée pour les fins personnelles est considérée comme un avantage, au même titre qu'un salaire, et est donc imposé entre les mains de l'employé.

La législation sera modifiée pour obliger un employé à remettre annuellement à son employeur une copie du registre des déplacements quotidiens. L'employé qui tarde à remettre son registre devra payer une pénalité de 200\$. La mesure sera en vigueur dès 2005.

### 4 — ...ET LE CN PAIERA PLUS D'IMPÔT

Des crédits d'impôt, il y en avait à toutes les sauces. Même les entreprises de chemin de fer, comme le Canadien National (CN), avaient le leur. Le crédit servait à réduire les taxes foncières pour le terrain sur lequel sont installés les milliers de kilomètres de rail. Québec a jugé que ce crédit n'était plus justifié, déficit zéro oblige. Ce faisant, il récupérera 12 millions\$ par année. Les entreprises ferroviaires arguaient qu'elle n'avait pas à payer de taxes foncières, puisque l'industrie du camion, concurrente, ne paie pas de taxes pour les routes.

## Avis d'audience publique.



Office national de l'énergie. Avis d'audience publique concernant la demande de TransCanada PipeLines Limited visant les droits et le tarif du réseau principal en 2004

L'Office national de l'énergie a convoqué une audience publique orale en deux phases pour examiner une demande que TransCanada PipeLines Limited (TransCanada) a présentée aux termes de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* pour solliciter l'approbation des droits qu'elle pourra exiger au titre des services de transport offerts sur son réseau principal au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2004 (demande visant les droits de 2004). On peut consulter des copies de la demande aux bureaux de TransCanada (450, Première Rue S.-O., Calgary, Alberta ou 55 rue Yonge, 8<sup>e</sup> étage, Toronto, Ontario), ainsi qu'à la bibliothèque de l'Office (rez-de-chaussée, 444, Septième Ave. S.-O. Calgary, Alberta).

### Audience publique

L'audience se déroulera en deux phases. La phase I traitera de toutes les questions soulevées dans la demande visant les droits de 2004, sauf celle du coût du capital. Cette phase se tiendra à compter du **lundi 14 juin 2004, à 13 h (heure locale)**, au Marriott Residence Inn, 161, avenue Laurier Ouest, à Ottawa (Ontario). L'audience sera publique et visera à recueillir la preuve et les points de vue des personnes intéressées au sujet de la demande. Toute personne intéressée à participer à l'audience devrait consulter l'ordonnance d'audience RH-2-2004 de l'Office, qui fournit des précisions et des instructions concernant l'audience.

La phase II portera sur le coût du capital. Les procédures régissant le déroulement de la phase II de l'instance seront fixées à une date ultérieure.

### Information intéressant les intervenants

Toute personne désireuse d'intervenir à l'audience (que ce soit à la phase I, à la phase II, ou aux deux) doit déposer une demande de statut d'intervenant auprès du secrétaire de l'Office au plus tard le **7 avril 2004**, à midi (heure de Calgary), et en signifier une copie à TransCanada à chacune des adresses qui suivent :

M <sup>me</sup> Céline Bélanger Vice-présidente, Services de réglementation TransCanada PipeLines Limited 450, Première Rue S.-O. Calgary (Alberta) T2P 5H1 Télécopieur : (403) 920-2347	et	M. C. Kemm Yates, c.r. Stikeman Elliott Pièce 4300, Bankers Hall Ouest 888, Troisième Avenue S.-O. Calgary (Alberta) T2P 5C5 Télécopieur : (403) 266-9034
---	----	--

TransCanada signifiera une copie de la demande et de toute la documentation connexe à chaque intervenant.

### Lettres de commentaires

Les personnes qui souhaitent uniquement faire des observations sur la demande sont priées de déposer une lettre de commentaires auprès du secrétaire de l'Office et d'en faire parvenir une copie à TransCanada. Les lettres de commentaires ayant trait à la phase I de l'instance RH-2-2004 doivent être déposées au plus tard le **13 mai 2004** à midi (heure de Calgary). Les personnes qui désirent présenter des commentaires dans le cadre de la phase II de l'instance RH-2-2004 sont priées de contacter Mary Lou Scharf, agente de réglementation, d'ici au **7 avril 2004**, afin qu'elle les avise de la date limite de dépôt des lettres de commentaires visant la phase II, une fois que celle-ci aura été fixée.

### Renseignements sur les procédures de l'audience

Pour obtenir les instructions sur le déroulement de l'audience ou une copie des *Règles de pratique et de procédure de l'Office national de l'énergie*, 1995 régissant la tenue de toutes les audiences (les deux documents sont disponibles en anglais et en français), prière d'en faire la demande par écrit au secrétaire de l'Office ou d'appeler Mary Lou Scharf, agente de réglementation, au (403) 299-3988, ou encore d'appeler l'Office sans frais au 1-800-899-1265 en précisant qu'il s'agit de la demande de TransCanada visant les droits du réseau principal en 2004. On peut aussi consulter la demande et l'ordonnance de l'audience sur le site Internet de l'Office à l'adresse [www.neb-one.gc.ca](http://www.neb-one.gc.ca) (cliquer sur « Documents de réglementation », puis sur « Accès rapide », et faire défiler vers le bas jusqu'à « TransCanada PipeLines Limited. - Droits et tarif du réseau principal en 2004 »).

Michel L. Mantha  
Secrétaire Office national de l'énergie  
444, Septième Avenue S.-O.  
Calgary (Alberta) T2P 0X8  
Télécopieur : (403) 292-5503

[www.transcanada.com](http://www.transcanada.com)

TransCanada  
In business to deliver

LE MARCHÉ

La valeur des titres est exprimée en dollars. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote; le j précède le symbole d'une compagnie junior à la Bourse de Montréal; f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou o= actions assujetties à des règlements; pr= privilèges; f=actions privilégiées dernier dividende pas encore versé; u= unité de capital-actions; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

LA BOURSE EN UN CLIN D'OEIL

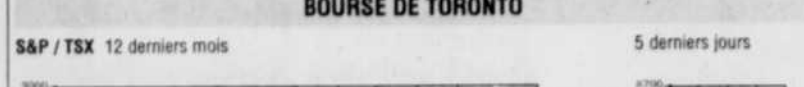


Table with columns for S&P/TSX 12 derniers mois, 5 derniers jours, and various market indicators like HIER OUVERTURE, HAUT, BAS, FERMETURE, etc.

Table titled '52 semaines' showing market performance over the last 52 weeks, including volume and price changes.

Table titled 'Les 10 plus actifs' listing the top 10 most active stocks with their volume, price, and percentage change.

Table titled 'Titres gagnants en %' listing the top 10 performing stocks with their volume, price, and percentage change.

Table titled 'Titres perdants en %' listing the top 10 underperforming stocks with their volume, price, and percentage change.

Table titled 'TSX 60' showing the performance of the top 60 stocks on the TSX.

BOURSE DE NEW YORK



Table with columns for DOW JONES / INDUSTRIEL 12 derniers mois, 5 derniers jours, and various market indicators for the NYSE.

Table titled '52 semaines' showing market performance over the last 52 weeks for the NYSE.

Table titled 'Les 10 plus actifs' listing the top 10 most active stocks on the NYSE.

Table titled 'Titres gagnants en %' listing the top 10 performing stocks on the NYSE.

Table titled 'Titres perdants en %' listing the top 10 underperforming stocks on the NYSE.

NASDAQ

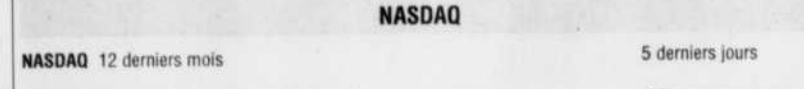


Table with columns for NASDAQ 12 derniers mois, 5 derniers jours, and various market indicators for NASDAQ.

Table titled '52 semaines' showing market performance over the last 52 weeks for NASDAQ.

Table titled 'Les 10 plus actifs' listing the top 10 most active stocks on NASDAQ.

Table titled 'Titres gagnants en %' listing the top 10 performing stocks on NASDAQ.

Table titled 'Titres perdants en %' listing the top 10 underperforming stocks on NASDAQ.

Table titled 'Titres gagnants en \$' listing the top 10 performing stocks on NASDAQ by dollar value.

Table titled 'Titres perdants en \$' listing the top 10 underperforming stocks on NASDAQ by dollar value.

Monnaies

Table listing exchange rates for various currencies including the Euro, British Pound, Canadian Dollar, etc.

Obligations

Table listing bond yields and prices for various government and corporate bonds.

Toronto

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

Table listing stock prices for various companies in the Toronto market.

LE MARCHÉ BOURSIER

Fonds communs de placement

Pris de fonds de placement obtenus de Fundata Canada Inc. à 17h30, hier. Les prix rapportés sont ceux de la valeur de l'actif net par action (VANPA) au dernier calcul de l'unité, et sont fournis à titre d'information seulement. La confirmation des prix devrait être obtenue du fonds, n. pas de frais de vente, g. frais de rachat, o. frais prélevés à l'achat ou au rachat, v. VANPA déduite, n. non disponible pour achat, u. argent US, x. ex-dividende, m. achat minimum de 150 000 \$ (C) non-membre de l'Institut des fonds de placement du Canada.

Table listing various mutual funds with columns for fund name, category, and price. Includes sections like 'Membres de L'IFPC', 'Optimum CS', 'AMF Invest', etc.

Table listing various mutual funds with columns for fund name, category, and price. Includes sections like 'AMF Invest', 'AMF Invest', etc.

Van Drouin pour la performance



REMAX 1<sup>er</sup> CHOIX Y.D., courtier immobilier agréé. www.vandrouin.com

New York

Table of stock market data for New York, including various stock symbols and their prices.

NASDAQ

Table of stock market data for NASDAQ, including various stock symbols and their prices.

Pétroles

NEW YORK (AP) — Le prix du baril de pétrole brut a augmenté de 31 cent à 36,96 dollars vendredi, en hausse de 0,40 dollar sur la semaine dernière. Le Brent, le pétrole de référence en Europe, a augmenté de 32 cent à 37,25 dollars, en hausse de 0,46 dollar sur la semaine dernière.

Bénéfices

par la Presse canadienne  
Bénéfices de sociétés déclarés hier

Table with 2 columns: Société, Bénéfices (en millions de dollars). Includes companies like Alcan, Bell, and various banks.

Le nouveau service d'informations financières en temps réel

■ NEW YORK (AFP) — MarketWatch.com, une société d'information financière dans Internet, a annoncé hier son alliance avec le canadien Thomson Financial, spécialisé dans la fourniture de données financières, pour développer un nouveau service d'informations en ligne en temps réel.

pour développer le contenu informatif (du contenu service) à partir des autres services appartenant à Thomson Financial tels que IFR, CBN, SDC et Thomson First Call», a-t-elle précisé.

A à L

Table of stock prices for companies starting with A to L. Columns include company name, price, and change.

M à Z

Table of stock prices for companies starting with M to Z. Columns include company name, price, and change.

Cet accord vise à venir directement concurrencer les services d'informations financières de Reuters, Bloomberg et Dow Jones.

Le nouveau service va allier les bases de données de Thomson Financial et les travaux de son équipe d'analyses aux informations collectées par l'équipe de journalistes de MarketWatch.com.

« Nous avons sélectionné MarketWatch comme partenaire en raison de ses fortes capacités journalistiques et de sa marque financière établie. L'intégration de ces informations au sein de la plate-forme de Thomson One donnera à nos clients l'angle dont ils ont besoin pour prendre plus rapidement leurs décisions », a-t-elle ajouté.

Jusqu'à présent, MarketWatch.com était destiné à un public d'investisseurs non professionnels. Ses deux principaux actionnaires sont Viacom, dont le fleuron est CBS, et le groupe britannique Pearson, propriétaire de Financial Times.

Les informations vont se concentrer sur les entreprises américaines, les marchés et l'industrie en général, et seuls les abonnés de Thomson One ainsi que les clients des filiales et partenaires de Thomson One accèderont à ces informations.

« Les analystes de Thomson Financial travailleront en étroite collaboration avec les journalistes de MarketWatch

Ce nouveau service sera diffusé par Thomson One, le réseau de diffusion dans Internet de données aux investisseurs institutionnels de Thomson Financial.

avec les journalistes de MarketWatch

leurs décisions », a-t-elle ajouté.

Dividendes

par la Presse canadienne  
Hier il n'y avait pas de dividende de société déclaré.

Toronto

Table of stock prices for Toronto market. Columns include company name, price, and change.

Fonds communs de placement

Table of mutual fund prices. Columns include fund name, price, and change.

Transigé en fonds américains

Table of American fund prices. Columns include fund name, price, and change.

Autres valeurs

Table of other stock prices. Columns include company name, price, and change.

Salle de C 5

Large table of stock prices for the C 5 market. Columns include company name, price, and change.

Fonds communs de placement

Large table of mutual fund prices. Columns include fund name, price, and change.

Fonds communs de placement

Large table of mutual fund prices. Columns include fund name, price, and change.

Fonds communs de placement

Large table of mutual fund prices. Columns include fund name, price, and change.

Fonds communs de placement

Large table of mutual fund prices. Columns include fund name, price, and change.



Décès Avis



Jean-Louis Larose

Au CHA hôpital du St-Sacrement, le 31 mars 2004, à l'âge de 77 ans et 9 mois, est décédé M. Jean-Louis Larose...



Raymond Lebel

Raymond (papa) était un homme de passion, un créateur toujours à la recherche d'innovation...

À l'Hôpital Laval, le 27 mars 2004, à l'âge de 74 ans, est décédé M. Raymond Lebel...

Je laisse dans le deuil outre son épouse, ses fils: Christian et Pierre-Martin; son frère Roméo et son épouse Noëlla...

Pour renseignements: 418-525-6044 Télécopieur: 418-525-6971 Courriel: coopdel.anse@videotron.ca



Romulus Le Bel, s.c.

À l'infirmerie de la Maison de Sainte-Foy, le 29 mars 2004, est décédé le frère Romulus Le Bel...

Outre ses confrères religieux, le frère Romulus laisse dans le deuil son frère Armand (Jeannine Lévesque)...

1547, rue Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette Tél: 418-842-3737; téléc: 418-842-1078



Albert Lemay

À l'hôpital Laval, le 1er avril 2004, à l'âge de 79 ans et 9 mois, est décédé M. Albert Lemay...

Le service religieux sera célébré le samedi 3 avril à 11h, en l'église de Sainte-Croix...



Lionel Prigent 1914 - 2004

À son complexe St-Vincent, le 31 mars 2004 à l'âge de 90 ans est décédé M. Lionel Prigent...

Monsieur Prigent laisse dans le deuil sa fille Andrée Prigent (Benoit Bachand); ses petits-enfants: Nadine Bachand...



Rita Provencher «Fleurette» (Soeur Saint-Charles)

À la Maison provinciale des Soeurs de la Charité de St-Louis, Lévis, le 31 mars 2004, à l'âge de 92 ans, dont 68 ans de vie religieuse...

Elle sera exposée à la Maison provinciale située au 6670, rue St-Louis-de-France, Lévis, le vendredi 2 avril de 14h à 17h et de 19h à 21h...

Elle laisse dans le deuil, outre sa famille religieuse, ses soeurs: Mmes Armande et Gisèle Provencher...

Nous comptissons à votre deuil et vous offrons nos condoléances LE SOLEIL



Edgar Rochette

À sa résidence, paisiblement, le jeudi 1er avril 2004, à l'âge de 74 ans et 7 mois, est décédé M. Edgar Rochette...

Outre son épouse, M. Rochette laisse dans le deuil ses cinq fils, Charles (Ginette Rochefort), Guy (Lisa Fortin), Benoît (Martine Simard)...

LA SEIGNEURIE COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE 2450 St-Clément, Beauport Qc G1E 1E8



Chantal Soucy

À toi, Chantal, qui nous a quittés pour un monde meilleur, où il n'y a ni souffrance, ni douleur...

À la merveilleuse Maison Michel Sarrazin, le 22 mars 2004, est décédée Mme Chantal Soucy...

Elle demeurait à Lac-St-Charles. Elle laisse dans le deuil son conjoint Joël Dumas, elle était la maman de Roxanne et Yannick Dumas-Soucy...

COMPLEXE FUNÉRAIRE SYLVIO MARCEAU Membre du Réseau Dignité 5015, boul du Jardin Charlesbourg

Des remerciements tout spéciaux au Dr Jean Robert (hôpital du St-Sacrement), à M. Jean Martel (CLSC La Source) et au personnel de l'aille P2 Coulombe...



Francine Dionne St-Louis

À son domicile, le 31 mars 2004, à l'âge de 45 ans et 11 mois, est décédée dame Francine Dionne...

LA MAISON FUNÉRAIRE LAURENT NORMAND INC. 115, rue St-Louis, Montmagny

Dionne et de dame Antoinette Barbeau. Elle laisse également dans le deuil sa belle-mère Jacqueline Picard...

MAISON FUNÉRAIRE LAURENT NORMAND INC. 115, rue St-Louis, Montmagny



Jean Thomas Tardif

À Ste-Brigitte de Laval, le 31 mars 2004, à l'âge de 76 ans, est décédé M. Jean Thomas Tardif...

Monsieur Tardif laisse dans le deuil son frère Henri Tardif (Russelle Vandal) avec qui il habitait depuis 24 ans...

725 Anniversaires de décès



Roland Gingras

Cher papa, un an s'est écoulé depuis ton départ. Tu es toujours présent dans nos cœurs...

740 Faveurs obtenues

Merci mon Dieu. Dites 9 fois par jour. «Je vous salue Marie», durant 9 jours.

PRIÈRE infatigable à la Vierge-Marie. Fleur toute belle du Mont-Carmel...

REMERCIEMENTS à St-Antoine et au St-Esprit pour faveurs obtenues avec promesse de faire publier.

REMERCIEMENTS à St-Esprit pour faveur obtenue avec promesse de faire publier.

760 Autres services

Hommages Service d'organisation de cérémonies funébres personnalisées 575-1119

765 Monuments

DU MANUFACTURIER THERIAULT & FILS 710, 1ère Ave. Québec, 524-1561

ECONOMIE Coalition pour sauver l'usine Olymel de Princeville

PRINCEVILLE (PC) — Une coalition veut obtenir l'appui inconditionnel des 97 coopératives agricoles du Québec...

La coalition menée par le député d'Arthabaska, Claude Bachand, et dont sont membres des maires de la MRC de l'Érable...

Le groupe agro-alimentaire a annoncé le 6 février la fin de la production le 28 mai...

Le député a rappelé que l'abattoir et l'usine de découpe d'Olymel appartiennent à la Coopérative fédérée de Québec...

«Nous sommes convaincus que la fermeture d'Olymel va à l'encontre des objectifs des membres-sociétaires des coopératives...

Le député a rappelé que la SGF appartient aux citoyens du Québec et qu'elle est aussi visée par les actions. Et si ce mouvement de pression ne fonctionne pas...

EN BREF

Brick Warehouse s'implante au Québec

MONTREAL — Le détaillant en meubles, électroménagers et articles de bureau Brick Warehouse, d'Edmonton...

Le prix des maisons neuves grimpera

MONTREAL — Les mauvais rendements de la Caisse de dépôt et placement du Québec auront un impact sur le prix des maisons neuves...

Une promotion pour Alain Belda

NEW YORK — Citigroup a annoncé hier la nomination d'Alain Belda, pdg d'Alcoa, au poste d'administrateur principal...